



L'armée polonaise : une reconstruction dictée par son environnement stratégique

Dans l'édition 2014 du National Security Strategy of the Republic of Poland, la Pologne affiche des ambitions très nettes afin de contribuer activement à la sécurité européenne. Dotée d'une croissance économique forte (+3.6% en 2015), elle a entrepris un vaste plan d'investissements militaires pour pallier ses insuffisances matérielles et pour répondre aux défis sécuritaires auxquels elle se trouve confrontée, en particulier la Russie, considérée par l'opinion polonaise comme la principale menace qui pèse sur le pays.

Un effort budgétaire visant à moderniser son armée

En 2013, le *programme technique de modernisation* du gouvernement prévoit d'engager des investissements à hauteur de 35 milliards d'euros jusqu'en 2022, ce qui lui permet de se conformer à la norme de 2 % de dépenses du PIB affectés à la défense voulue par l'OTAN¹. La Pologne consacre plus de 27 % de ses dépenses de défense en armes et équipements pour remplacer le matériel militaire qui date de l'ère soviétique.

La Pologne a signé un contrat avec l'industriel américain Sikorsky pour 21 hélicoptères *Black Hawk*, afin de combler une partie de son retard dans la mobilité tactique de ses forces. Elle a également lancé un appel d'offre en décembre 2016 pour 14 autres hélicoptères dans le but de remplacer les *Mi-17s* et les *Sokol W-3* vieillissants. Le pays a décidé d'investir 720 millions d'euros pour se doter d'une large gamme de drones (*mini-drones, drones tactiques, drone MALE*).

Consciente que sa modernisation passe aussi par le renforcement de son industrie nationale d'armement, la Pologne a créé en 2013 le groupe *Polska Grupa Zbrojeniowa (PGZ)* qui rassemble les différentes entreprises de défense détenues par l'État. Elle consacre 0,94%² de son PIB dans la recherche et développement où sept domaines prioritaires ont été définis jusqu'à 2020 : l'énergie, les NTIC³, le médical (dont la médecine régénérative), l'environnement, les nouveaux matériaux, la socioéconomie, la sécurité et défense de l'État. De plus, elle compte fortement sur les transferts de technologies des différents contrats qu'elle signe pour effectuer un saut technologique et pour accélérer sa modernisation.

Le contexte ukrainien replace les efforts sur la défense du territoire national

Le nombre de soldats polonais doit passer de 100 000 à 150 000 l'an prochain dont 35 000 affectés à une garde nationale « appelée force territoriale de défense ». De plus, la Pologne a décidé d'acquérir pour 5 milliards de systèmes de défense anti-missiles sol-air (*Patriots*). Varsovie a reçu 114 nouveaux tanks *Leopard 2A5* de la *Bundeswehr* et a signé fin 2015 un contrat pour la modernisation de 128 de ses *Leopard 2A4*. Ces tanks ont vocation à être déployés dans les plaines de l'Est et permettraient de consolider la défense des frontières.

Cette défense passe également par l'accroissement de ses capacités offensives. La force aérienne équipée des *F-16 Block 52* se voit renforcée par l'acquisition de 70 missiles de croisière *AGM-158B*, d'une portée de 370 km.

La Pologne est consciente que son poids politique et que ses alliances sont également les garants de sa sécurité. L'une des priorités du gouvernement est de poursuivre la coopération avec les États-Unis. Il investit dans l'extension de ses infrastructures pour préparer l'adaptation des 3 500 soldats américains arrivés sur son sol début 2017 dans le cadre de la mission *Atlantic Resolve*. La Pologne est devenue le pivot stratégique des exercices de l'OTAN. Cependant, elle privilégie davantage une coopération américaine qu'européenne, en témoigne l'affaire des *Caracal* et celle des missiles *SAMP-T*, évincés au profit du matériel américain. Cela lui permet, en outre, d'entrer dans les "clubs" (*Patriots, DAMB* ...) et de renforcer ainsi sa position de partenaire des États-Unis.

La Pologne se transforme progressivement en puissance significative de l'Europe orientale. Cependant, le parti « eurosceptique » Droit et Justice privilégie davantage une coopération américaine qu'européenne et le partenariat avec le groupe de Visegrád⁴ souffre de la divergence des opinions à adopter avec Moscou.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ 1,78 % pour la France en 2016

² 2,25 % pour la France en 2014

³ Nouvelles technologies de l'information et de la communication

⁴ Groupe informel réunissant la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie